

Harcèlement, un « électrochoc » ? Oui, monsieur le ministre, il est urgent de pourvoir les postes !

Le ministère avait invité les organisations syndicales à une réunion sur le harcèlement ce mercredi 20 septembre. Il a finalement reporté la réunion. La FNEC FP-FO avait prévu de lire cette déclaration :

Après l'abaya, le ministre Attal a décidé de braquer les projecteurs sur le problème du harcèlement à l'école. Avec le même objectif : ne pas répondre aux revendications urgentes et renvoyer la responsabilité du chaos actuel sur les personnels, en particulier les personnels de direction qui se retrouvent de fait en première ligne.

Une intrusion policière inacceptable

Dans le cadre de ce nouveau déchainement médiatique, le 19 septembre à Alforville (94), des policiers ont interpellé et menotté en pleine classe un élève de 14 ans soupçonné de harcèlement, d'insultes homophobes et d'incitation au suicide vis-à-vis d'une camarade en transition de genre. Sans chercher à minimiser la gravité des faits, la FNEC FP-FO condamne une telle irruption dans un établissement scolaire. Elle rappelle que la classe doit rester une enceinte protégée et que les personnels ne sont pas des auxiliaires de police.

La FNEC FP-FO refuse la politique du « bouc émissaire »

Le ministre Attal a annoncé le 18 septembre aux recteurs un audit pour « bâtir un plan d'action par académie » pour « changer ce qui ne fonctionne pas ». Ce qui ne fonctionne pas est bien connu : ce sont les milliers de postes supprimés, les postes vacants, les postes qui manquent et qu'il faut créer ! La FNEC FP-FO refuse que les personnels soient désignés responsables pour couvrir l'incurie du ministère ou que les chefs d'établissements servent de fusibles.

Abandon du dispositif PHARe !

Pour lutter contre le harcèlement et toutes les difficultés liées aux incivilités, aux violences auxquelles les personnels et les élèves peuvent être confrontés, il faut des moyens humains et non de nouveaux « référents » chargés de « coacher » et former les personnels. La FNEC FP-FO exige l'abandon du dispositif PHARe.

Création des postes nécessaires !

L'École manque de tout. Les PSY-EN doivent se démultiplier entre plusieurs écoles, établissements et leur CIO. Dans certains départements, il n'y a plus aucun médecin scolaire dans les établissements. 2000 postes d'enseignants ont été supprimés, ce qui s'ajoutent aux 7900 postes déjà supprimés dans le 2nd degré. La FNEC FP-FO exige l'arrêt des suppressions de poste, la création des postes nécessaires et le recrutement de tous les personnels : personnels infirmiers, assistants sociaux, PSY-EN, médecins, enseignants, CPE, personnels de direction et administratifs, AESH et AED qui doivent pouvoir bénéficier d'un statut de fonctionnaire et d'un vrai salaire... La FNEC FP-FO revendique la présence de tous les personnels médico-sociaux en poste complet dans chaque école et établissement.

La FNEC FP-FO rappelle ses revendications :

- Annulation des 2 000 suppressions de postes enseignants et création de tous les postes nécessaires
- Recrutement des personnels sur liste complémentaire dans tous les corps
- Mise en place de concours exceptionnels à Bac+3 pour pourvoir les postes
- Titularisation des contractuels qui le souhaitent
- Abandon du dispositif PHARe, de tout nouveau dispositif ou de toute nouvelle tâche
- Mise en place systématique de la protection fonctionnelle des personnels.